



CHAPITRE 115

CHAPTER 115

Loi constituant en corporation de ville le village Sainte-Geneviève de Pierrefonds

An Act to incorporate as a town the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

[Assented to, the 5th of March, 1959]

Préambule.

ATTENDU que La corporation du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds a, par sa pétition, représenté qu'elle est désireuse que son territoire soit constitué en municipalité de ville;

Attendu qu'elle est présentement régie par le Code municipal, par la loi 4 Edouard VII, chapitre 69, et par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 121;

Attendu que les dispositions du Code municipal et des autres lois qui la régissent ne suffisent plus à cette municipalité et que la corporation a besoin de pouvoirs additionnels;

Attendu que la presque totalité de sa population est urbaine;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre abrégé.

1. La présente loi peut-être citée sous le titre de *Charte de la ville de Sainte-Geneviève*

Constitution.

2. Les habitants et contribuables de La municipalité du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds et leurs successeurs sont constitués en corporation de ville sous le nom de "Ville de Sainte-Geneviève".

Nom.

Preamble.

WHEREAS The corporation of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds has, by its petition, represented that it is desirous of having its territory incorporated as a town municipality;

Whereas it is now governed by the Municipal Code, by the act 4 Edward VII, chapter 69, and by the act 4-5 Elizabeth II, chapter 121;

Whereas the provision of the Municipal Code and of the acts governing such corporation no longer suffice for the said municipality and the corporation needs additional powers;

Whereas its population is for the most part urban;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Short title.

1. This act may be cited as the *Charter of the town of Sainte-Geneviève*.

Incorporation.

2. The inhabitants and ratepayers of The municipality of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds and their successors are incorporated as a town under the name of "Town of Sainte-Geneviève".

Name.

Disposi-
tions ap-
plicables.

3. Ladite ville sera régie par les dispositions de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233, et ses amendements), sauf en tant qu'elles peuvent être incompatibles avec les dispositions de la présente loi. Les lois 4 Edouard VII, chapitre 69, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 121, sont par la présente abrogées.

3. The said town shall be governed by the provisions of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233, and amendments), save in so far as they may be inconsistent with the provisions of this act. The acts 4 Edward VII, chapter 69, and 4-5 Elizabeth II, chapter 121, are hereby repealed.

Provisions
to apply.Succes-
sion.

4. La corporation de ville constituée par la présente loi succède aux droits, obligations, biens, privilèges, titres, créances, réclamations et actions de La corporation du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds et la remplace à toutes fins que de droit.

4. The town corporation hereby constituted shall succeed to the rights, obligations, property, privileges, titles, credits, claims and actions of The corporation of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds and shall replace it for all legal purposes.

Succes-
sion.Officiers
et em-
ployés.

5. Les officiers et employés municipaux de La corporation du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds resteront en fonctions jusqu'à leur démission, remplacement ou destitution par le conseil de la ville de Sainte-Geneviève.

5. The municipal officers and employees of The corporation of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds shall remain in office until their resignation, replacement or dismissal by the council of the town of Sainte-Geneviève.

Officers
and em-
ployees.Maire et
échevins.

6. Les personnes occupant les charges de maire et de conseiller de La corporation du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ou leurs successeurs en cas de vacance, deviennent le maire et les échevins respectivement de la ville de Sainte-Geneviève, et ce, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés en vertu des dispositions de la présente loi, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 50 de la Loi des cités et villes.

6. The persons in office as mayor and councillors of The corporation of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds, at the time of the coming into force of this act, or their successors in case of vacancy, shall become the mayor and aldermen respectively of the town of Sainte-Geneviève, until they are replaced under the provisions of this act, subject however to the provisions of section 50 of the Cities and Towns Act.

Mayor
and al-
dermen.Règle-
ments,
etc.

7. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception, billets, comptes de taxes, redevances, listes, bons, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, actuellement en vigueur, continueront d'avoir leur plein effet et resteront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, annulés, abrogés, exécutés ou accomplis, à moins qu'ils ne soient incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

7. All by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collections rolls, notes, accounts for taxes, dues, lists, bonds, plans and other municipal deeds and documents whatsoever, now in force, shall continue to have full effect and shall remain in force until amended, annulled, repealed, executed or accomplished, unless they be inconsistent with the provisions of this act.

By-laws,
etc.

Territoire.

8. Le territoire formant actuellement La municipalité du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds sera le territoire de la ville de Sainte-Geneviève.

8. The present territory of The municipality of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds shall be the territory of the town of Sainte-Geneviève.

Territory.

S.R.,
c. 233,
a. 17,
remp.
pour la
ville.

Première
élection.

9. L'article 17 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"17. La première élection du maire et des échevins aura lieu le premier lundi juridique de novembre 1960."

S.R.,
c. 233,
a. 18,
remp.
pour la
ville.

Officier-
rapporteur.

10. L'article 18 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"18. L'officier-rapporteur de la première élection générale est la personne qui occupera le poste de secrétaire-trésorier de la ville, ou au cas d'incapacité toute personne nommée en vertu de l'article 174."

S.R.,
c. 233,
a. 22,
remp.
pour la
ville.

Première
séance.

11. L'article 22 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"22. La première séance générale du conseil sera tenue en la salle publique de l'église de Sainte-Geneviève, le premier lundi juridique du mois qui suivra la sanction de la présente loi."

S.R.,
c. 233,
a. 30,
remp.
pour la
ville.

Division
en quar-
tiers.

12. L'article 30 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"30. Le territoire de la ville est divisé en trois (3) quartiers désignés respectivement sous les noms de "quartier Est", "quartier Centre" et "quartier Ouest".

Quartier
Est.

Le quartier Est comprend le territoire borné au nord-est par les limites nord-est de la ville, au sud-est par les limites sud-est de la ville, au nord-ouest par les limites nord-ouest de la ville et au sud-ouest par l'axe des rues Paiement et Dupont.

Quartier
Centre.

Le quartier Centre comprend le territoire borné au nord-est par l'axe des rues Paiement et Dupont, au sud-est par les limites sud-est de la ville, au nord-ouest par les limites nord-ouest de la ville, et au sud-ouest par l'axe de la rue Sainte-Anne jusqu'à l'axe du boulevard Gouin et de là vers le sud-ouest jusqu'à l'axe

9. Section 17 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"17. The first election for mayor and aldermen shall be held on the first juridical Monday of November, 1960."

R.S.,
c. 233,
s. 17,
replaced
for town.

First
election.

10. Section 18 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"18. The returning-officer for the first general election shall be the person holding the office of secretary-treasurer of the town, or in case he is unable to act, any person appointed under section 174."

R.S.,
c. 233,
s. 18,
replaced
for town.

Return-
ing-offi-
cer.

11. Section 22 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"22. The first general sitting of the council, shall be held at the public hall of the church of Sainte-Geneviève, on the first juridical Monday of the month following the sanction of this act."

R.S.,
c. 233,
s. 22,
replaced
for town.

First
sitting.

12. Section 30 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"30. The territory of the town shall be divided into three (3) wards designated respectively under the names of "East ward", "Centre ward" and "West ward."

R.S.,
c. 233,
s. 30,
replaced
for town.

Division
into
wards.

East ward shall comprise the territory bounded to the northeast by the northeastern limits of the town, to the southeast by the southeastern limits of the town, to the northwest by the northwestern limits of the town, and to the southwest by the centre lines of Paiement and Dupont streets.

East
ward.

Centre ward shall comprise the territory bounded to the northeast by the centre lines of Paiement and Dupont streets, to the southeast by the southeastern limits of the town, to the northwest by the northwestern limits of the town, and to the southwest by the centre line of Sainte-Anne street, as far as the centre

Centre
ward.

de la rue Saint-Martin et vers le nord-ouest par l'axe de la rue Saint-Martin.

Quartier
Ouest.

Le quartier Ouest comprend le territoire borné au nord-est par les limites sud-ouest du quartier Centre, au nord-ouest par les limites nord-ouest de la ville, au sud-est par les limites sud-est de la ville et au sud-ouest par les limites sud-ouest de la ville."

S.R.,
c. 233,
a. 47,
remp.
pour la
ville.

13. L'article 47 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Compo-
sition.

"**47.** Le conseil de la ville est composé d'un maire et de six (6) échevins élus en la manière ci-après prescrite."

S.R.,
c. 233,
a. 48,
remp.
pour la
ville.

14. L'article 48 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Maire.

"**48.** A compter des élections générales de 1960 le maire sera élu pour trois (3) ans, à la majorité des électeurs municipaux ayant voté."

S.R.,
c. 233,
a. 49,
remp.
pour la
ville.

15. L'article 49 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Échevins.

"**49.** A compter des élections générales de 1960, les échevins seront élus pour trois (3) ans.

Deux (2) échevins seront élus dans chaque quartier et leurs sièges seront désignés par les numéros 1 et 2.

L'échevin éligible au siège numéro 1 sera élu par la majorité des électeurs propriétaires du quartier ayant voté.

L'échevin éligible au siège numéro 2 sera élu par la majorité des électeurs municipaux du quartier ayant voté."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
ville.

16. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

line of Gouin boulevard, and thence, towards the southwest, to the centre line of Saint-Martin street, and towards the northwest by the centre line of Saint-Martin street.

West ward shall comprise the territory bounded to the northeast by the southwestern limits of Centre ward, to the northwest by the northwestern limits of the town, to the southeast by the southeastern limits of the town, and to the southwest by the southwestern limits of the town."

West
ward.

13. Section 47 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 47,
replaced
for town.

"**47.** The municipal council shall be composed of a mayor and of six (6) aldermen, elected in the manner herein-after prescribed."

Compo-
sition.

14. Section 48 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 48,
replaced
for town.

"**48.** From and after the general election of 1960, the mayor shall be elected for three (3) years by the majority of the municipal electors who have voted."

Mayor.

15. Section 49 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 49,
replaced
for town.

"**49.** From and after the general elections of 1960, the aldermen shall be elected for three (3) years.

Two (2) aldermen shall be elected in each ward, and their seats shall be designated by the numbers 1 and 2.

The alderman for seat number 1 shall be elected by the majority of electors who are property owners in the ward and who have voted.

The alderman for seat number 2 shall be elected by the majority of the municipal electors of the ward who have voted."

Aldermen.

16. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for town.

Date des
élections.

"173. L'élection générale du maire et des échevins de la ville a lieu tous les trois (3) ans, le premier lundi juridique de novembre, conformément aux dispositions ci-après."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

Enlève-
ment de
la neige
et des
vidanges.

17. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 11^a, le paragraphe suivant:

"11^b Pour pourvoir à l'enlèvement de la neige dans les rues et ruelles de la ville et à l'enlèvement et à l'incinération des vidanges dans les limites de la ville, pour imposer, en vue d'en défrayer le coût, une taxe sur toute personne possédant à quelque titre que ce soit une maison ou un établissement dans ses limites, exigible même de celui qui refuserait ce service; pour prescrire la nature du matériel et les dimensions des réceptacles où doivent être déposés ces vidanges et pour interdire à cette fin l'usage de tout réceptacle non construit conformément aux dispositions du règlement. Le taux de la taxe établie à cette fin pourra varier selon la catégorie des personnes ou le genre d'établissement;"

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.

Taximè-
tres.

18. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 27^b, les paragraphes suivants:

"27^c Pour obliger les propriétaires de taxis à les munir de taximètres de modèles approuvés par la ville et pour imposer une pénalité à tout chauffeur possesseur ou propriétaire de taxi non muni de taximètre, pour chaque infraction telle que définie à l'article 398 de la Loi des cités et villes;

"27^d Pour réglementer la gouverne et la discipline des chauffeurs, propriétaires ou possesseurs de taxi et pour punir les personnes qui se servent de ces voitures et refusent de payer le tarif indiqué par le taximètre et pour permettre à la cité d'inspecter lesdits taximètres;

"27^e Pour exiger qu'une carte d'identification comprenant la photo du propriétaire ou du conducteur ou chauffeur ou de la personne actuellement en charge, soit placée dans un endroit en vue à l'intérieur de tout véhicule servant comme taxi;

Chauf-
feurs de
taxi.

Carte
d'identité.

"173. The general election for mayor and aldermen of the town shall be held every three (3) years, on the first juridical Monday of November, in accordance with the provisions hereinafter contained."

Date of
elections.

17. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 11^a, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"11^b. To provide for the removal of snow in the streets and lanes of the town and for the removal and incineration of garbage within the limits of the town and to defray the cost thereof, to impose a tax on every person possessing, by any title whatsoever, a house or an establishment within its limits, exigible even from any one who refuses such service; to prescribe the kind of material and the dimensions of the receptacles in which such garbage must be deposited, and to prohibit the use for such purpose of any receptacle not made in accordance with the provisions of the by-law. The rate of the tax established for such purpose may vary according to the categories of persons or the nature of the establishment;"

Snow and
garbage
removal.

18. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 27^b, the following paragraphs:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

"27^c. To compel taxis owners to equip their taxis with taximeters of a model approved by the town and to impose a penalty on any driver, possessor or owner of a taxi not equipped with a taximeter, for each offence as defined in section 398 of the Cities and Towns Act;

"27^d. To regulate the control and discipline of drivers, owners and possessors of taxis and punish persons who use such vehicles and refuse to pay the charge indicated on the taximeter, and to allow the town to inspect the said taximeters;

Taxi-
meters.

Taxi
drivers.

"27^e. To require that an identity card bearing the photograph of the owner, driver or chauffeur or of the person then in charge, be placed in a conspicuous place inside every vehicle used as a taxi;

Identity
card.

Annula-
tion de
permis.

"27^f. Pour décréter que tout permis émis en faveur d'un propriétaire de taxi ou d'un chauffeur ou conducteur pourra être annulé de façon temporaire ou absolu, en tout temps, en raison d'une infraction commise à la loi provinciale des véhicules automobiles, aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques, leur transport et possession de même qu'au Code criminel du Canada et telle annulation devra toujours être absolue dans le cas de récidive;

Assurance
obliga-
toire.

"27^g. Pour décréter l'assurance obligatoire des propriétaires de taxis en faveur des passagers et l'assurance contre la responsabilité publique."

S.R.,
c. 233,
a. 485,
remp.
pour la
ville.

19. L'article 485 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le premier alinéa, par les alinéas suivants:

Évalua-
tion an-
nuelle.

"**485.** Il est du devoir des estimateurs de faire chaque année, au temps et en la manière ordonnés par le conseil, l'évaluation des biens imposables de la ville, suivant leur valeur réelle.

Rôle sur
fiches ou
feuilles
mobiles.

Le conseil pourra ordonner que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles, l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du secrétaire-trésorier. Lors de la confection du nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les initiales du secrétaire-trésorier."

S.R.,
c. 233,
a. 581a,
aj. pour
la ville.

20. La Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après l'article 581, le suivant:

Exécution
de tra-
vaux per-
manents.

"**581a.** Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou une ruelle ou une partie de rue ou de ruelle, approuvée par le ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à faire, sur sa propriété, tous les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc, éclairage et leurs raccordements, et autres

"27^f. To order that any permit issued to a taxi owner or chauffeur or driver may be temporarily or permanently revoked, at any time, by reason of an offence against the provincial motor vehicles act, the provincial laws respecting alcoholic liquors and their transportation and possession or against the Criminal Code of Canada, and such revocation shall always be permanent in the case of a second or subsequent offence;

Cancell-
ation of
permit.

"27^g. To require the compulsory insurance of taxi owners in favour of passengers and insurance against public liability."

Compul-
sory in-
surance.

19. Section 485 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing the first paragraph, by the following paragraphs:

R.S.,
c. 233,
s. 485,
replaced
for town.

"**485.** The assessors shall each year, at the time and in the manner ordered by the council, assess the taxable property of the town, according to its real value.

Annual
valuation.

The council may order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the secretary-treasurer. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made may form part of the new roll provided mention thereof is made on each of them, under the initials of the secretary-treasurer."

Roll on
index-
cards
or loose
leaves.

20. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 581, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 581a,
added
for town.

"**581a.** Upon petition signed by the proprietor or proprietors representing at least two-thirds of the frontage of the land bordering on a street or lane, or part of a street or lane, and approved by the Minister of Municipal Affairs, the town is authorized to do, on its property, all permanent works, such as paving, sidewalks, sewers, aqueducts, lightning and their connections and other so-called permanent

Carrying
out of perma-
nent
works.

travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les argents nécessaires à ces fins. La requête susdite, avant d'être envoyée par le conseil, pour approbation, au ministre des affaires municipales, devra être reçue et approuvée par le conseil.

Mentions
à la re-
quête.

La requête devra mentionner tous les numéros de cadastre affectés par l'exécution des travaux demandés, les noms de propriétaires apparaissant au rôle d'évaluation, la nature des travaux demandés; un propriétaire qui possède plusieurs lots ou terrains aura autant de votes à ladite requête que de lots ou terrains portés au cadastre dans cette partie affectée par les travaux demandés; si la ville est propriétaire de lots, elle sera considérée comme tout autre propriétaire et exercera le même droit par l'intermédiaire du maire ou de tout autre représentant que le conseil pourra désigner par simple résolution.

Calcul.

Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

Cotisation
spéciale.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, de même que la valeur des honoraires auxquels a ou aurait droit le bureau des ingénieurs de la ville, s'il n'était pas rémunéré par le fonds général de la ville, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233), et, à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux.

Termes
des em-
prunts.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt. Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la ville, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables comme l'exigent les articles 581

works, and to borrow, as may be necessary, the amounts required for such purposes. The aforesaid petition, before being sent by the council for approval to the Minister of Municipal Affairs, must be received and approved by the council.

Such petition shall mention all the cadastral numbers affected by the carrying out of the works required, the names of the owners entered on the valuation roll and the character of such works; an owner of more than one lot or parcel of land shall be entitled to as many votes in the said petition as there are lots or parcels of land entered on the cadastre for the portion affected by the works requested; should the town own lots, it shall be considered as any other owner and shall exercise the same right through the mayor or any other representative whom the council may appoint by mere resolution.

Mentions
in peti-
tion.

In calculating the two-thirds of the property bordering a street or lane as aforesaid, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Calcula-
tion.

The costs of these works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case, in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, as well as the value of the fees to which the board of engineers of the town is or would be entitled, if it were not paid out of the general funds of the town, shall be paid by means of a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties, in conformity with the by-laws of the town and the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233) and, for this purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for these works.

Special
assess-
ment.

The terms of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made. These loans shall be ordered by by-laws of the town council but without being submitted to the ratepayers for approval, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act,

Term of
loans.

et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Émission
d'obliga-
tions.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations ou de débentures, émises conformément aux dispositions de la charte de la ville, ou à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

Déclara-
tion de
l'ingé-
nieur.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la ville, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la ville une déclaration écrite sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

Fonds
d'amor-
tissement.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés, pour les travaux permanents faits en vertu du présent article constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou débentures, émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations et de ces débentures, à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.

Emprunts
aux ban-
ques.

La ville est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque, avec le produit de la vente desdites obligations ou débentures.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations ou débentures doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

S.R.,
c. 233,
a. 526b,
aj. pour
la ville.

21. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 526a, le suivant:

Taxe
de vente
autorisée.

"**526b.** Le conseil municipal de la ville de Sainte-Geneviève, dans le comté Jacques-Cartier, peut, par résolution, imposer et prélever une taxe spéciale n'excédant pas deux (2%) pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe

but they must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

They shall be made by means of an issue of bonds or debentures, issued in accordance with the provisions of the charter of the town or, in default of provisions on the subject in the charter, in accordance with the Cities and Towns Act.

Issue of
bonds.

Every by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the town council unless a written declaration has been obtained from the town engineer on his oath of office, attesting to the total cost of the works for which such loan is required and that the works have been entirely executed.

Declara-
tion of
engineer.

The special assessment, collected from the interested proprietors for the permanent works made under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the bonds or debentures issued for the payment of these works, and to redeem such bonds or debentures at maturity, which said interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the town.

Sinking-
fund.

The town is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of these works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said bonds or debentures.

Borrow-
ing from
banks.

These loans and the negotiation of these bonds or debentures shall be made within one year following the completion of the works."

Delay.

21. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 526a, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526b,
added
for town.

"**526b.** The municipal council of the town of Sainte-Geneviève, in the county of Jacques-Cartier may, by resolution, impose and levy a special tax not exceeding two (2%) per cent of the same nature, on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax presently in

Sales
tax au-
thorized.

actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats
hors du
territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la ville, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de ladite ville, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de ladite ville, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite ville, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire de la ville.

Imposi-
tion et
percep-
tion.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire de la ville, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conven-
tions.

La ville est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la ville concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39h de la Loi du contrôle du revenu, (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19."

S.R.,
c. 233,
a. 668,
remp.
pour la
ville.

22. L'article 668 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Somma-
tions par
lettre
recom-
mandée.

"668. Les sommations de la Cour municipale de la ville pour les infractions aux règlements généraux pourront, pour valoir signification, être faites par lettre recommandée."

force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Purchases
outside
territory.

Every person ordinarily residing within the territory of the town or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory of the said town, shall immediately report the same to the treasurer of the said town, transmitting or producing to the latter the invoice, if any, together with such information as he may require, and shall also pay to the said town, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if such property had been purchased at the same price at a retail sale within the said territory of the town.

Imposi-
tion and
collection.

The said tax shall be imposed and collected within the territory of the town at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions, *mutatis mutandis*, as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Agree-
ments.

The town is authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Rights
trans-
ferred.

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the town respecting the collection of the sales tax and the same proceedings for infringement of this act as those provided for in section 39h of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), as amended by the act 14 George VI, chapter 19."

22. Section 668 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 668,
replaced
for town.

"668. The summonses of the Municipal Court of the town for violation of general by-laws, may, in lieu of service, be made by registered mail."

Summon-
ses by
registered
mail.

Évaluation réduite.

23. La terre portant le numéro de cadastre cent cinquante (150), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Sainte-Geneviève pourra être évaluée à cinquante (50%) pour cent de sa valeur réelle vu qu'il s'agit d'une île ne bénéficiant pas de certains services généraux de la ville.

23. The land bearing cadastral number one hundred and fifty (150) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Geneviève may be valued at fifty (50%) per cent of its real value, as it is an island not supplied by certain general services of the town.

Entrée en vigueur.

24. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

24. This act shall come into force on the day of its sanction.

Reduced valuation.

Coming into force.